

Etrange, Apathie ne dit rien de Méluche visé comme Marine par une enquête antifraude

écrit par Juvénal de Lyon | 31 mars 2025



Mélenchon, lui aussi, poursuivi en justice pour avoir utilisé ses assistants au parlement européen pour son activité en France, mais personne n'en parle...



Dans l'attente du verdict concernant MLP, une autre affaire est pendante en justice : celle de Mélenchon

visé par une enquête de l'Office antifraude de Bruxelles, affaire similaire pour les mêmes motifs.

***Mais chutttt, c'est le privilège rouge qui s'applique en silence médiatique complice.** Qui en entend parler ou écrire dans le microcosme médiatique depuis 2017, qui ? Apathie est apathique ! (C'est un peu facile, je sais, mais la grande gueule est aphone !).*

L'ex-eurodéputé Insoumis est soupçonné, lui aussi, d'avoir utilisé ses assistants parlementaires pour son activité politique en France.

C'est fou comme cette affaire a été bien gardée et dissimulée depuis tout ce temps.

Juvéna

Où l'on apprend que J.L Mélenchon est visé depuis 2017 par une enquête de l'Office européen de lutte anti-fraude...

Jean-Luc Mélenchon (alias Santerre, alors), « Santerre », ce pseudo avec lequel JLM signait ses écrits politiques est le nom de l'homme qui a conduit le Roi Louis XVI à l'échafaud.

Ainsi, Jean-Luc Mélenchon, de 1972 à 1979, sous le pseudonyme de « Santerre », participait à toutes les luttes étudiantes et ouvrières du Jura – en particulier la [grève des Lip](#).

<https://blogs.mediapart.fr/jean-marie-charron/blog/270617/jean-luc-melenchon-alias-santerre>

Le fondateur de La France insoumise (LFI) est visé depuis 2017 par une enquête de l'Office européen de lutte antifraude (Olaf). Le rapport final a été dévoilé par Libération vendredi 28 mars : il révèle les « manquements » et les « irrégularités » concernant l'activité de deux assistants parlementaires de l'Insoumis entre 2013 et 2017, ce qui aurait coûté environ 500 000 euros au Parlement européen.

Selon l'Olaf, l'attachée de presse historique de Jean-Luc Mélenchon, Juliette Prados, et son directeur de cabinet, Laurent Maffeïs, sont suspectés d'avoir omis de déclarer qu'ils travaillaient pour le compte de l'Insoumis « en tant que chef de parti politique », indique le rapport cité par Libé. Et ce, alors qu'ils étaient payés par l'institution européenne.

Ces fonctionnaires étaient d'ailleurs des assistants parlementaires accrédités (APA), c'est-à-dire qu'ils devaient travailler en exclusivité avec le Parlement européen à Bruxelles ou Strasbourg et devaient vivre à proximité. Ils résidaient pourtant à Montreuil (Seine-Saint-Denis) et à Paris, alors qu'ils percevaient l'indemnité de dépaysement par le Parlement européen, soit 16 % de leurs honoraires.

Juliette Prados et Laurent Maffeïs n'auraient également pas respecté la réglementation du Parlement européen, en communiquant via la messagerie du Parti de gauche et non pas à travers celle de Bruxelles. Les anciens collaborateurs de Jean-Luc Mélenchon assurent qu'ils ne savaient pas qui payait leurs frais de déplacement. Interrogé par l'Olaf en septembre 2020, l'ancien candidat à la présidentielle est d'ailleurs resté plutôt vague : « Si on n'a rien demandé au Parlement européen, c'est que ça a dû être payé par quelqu'un d'autre [...] Je suppose que cela a été payé avec l'enveloppe « frais de mission ». » Avant d'ajouter qu'il ne serait « pas au

courant des règles de mission ».

Source

<https://pgibertie.wordpress.com/wp-content/uploads/2025/03/image-162.png>

Voir

aussi

<https://www.lejdd.fr/politique/jean-luc-melenchon-lui-aussi-vise-par-lenquete-sur-les-assistants-parlementaires-20466>

<https://www.leparisien.fr/faits-divers/assistants-d-euro-deputes-l-enquete-elargie-a-jean-luc-melenchon-18-07-2017-7141563.php>



En réponse à @LBleuBlancRouge

J'espère que @llangabet et @AlertesInfos nous feront vivre le futur procès de **Mélenchon** à venir en avant-première comme ils le font avec celui de Marine Le Pen. 😊😊

Et j'espère que Papy ne sera pas rendu inéligible. 😊😊

⚡ Info @libe Mélenchon épinglé par le gendarme de l'UE | Le chef des insoumis est accusé d'avoir utilisé ses collaborateurs parlementaire européens pour son activité politique en France. Un préjudice de 500 000 € -moins que le RN- une somme non négligeable.



Info Libé

« Désintéret » et « méconnaissance » des règles, la charge de l'office antifraude européen contre Jean-Luc Mélenchon

Article réservé aux abonnés

Le leader insoumis est visé depuis 2017 par une enquête de l'office antifraude de Bruxelles, dont « Libé » dévoile un rapport inédit versé à la justice française. L'ex-

Entendu par la police en 2018, Jean-Luc Mélenchon ne l'a toujours pas été par la nouvelle magistrate.

Juvénal de Lyon

0